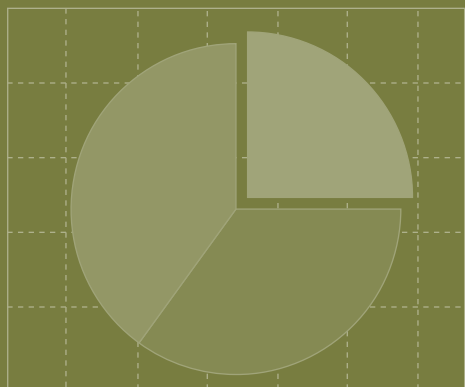
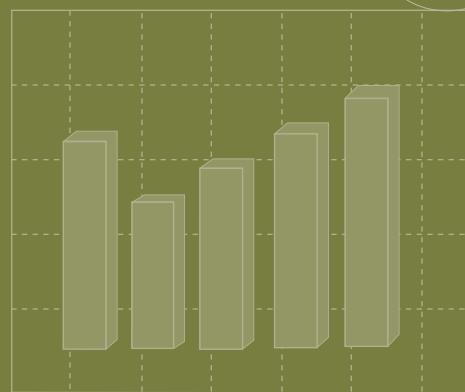




**Investissements
sous contrôle étranger
au Québec et au Canada**



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2401
ou
Sans frais : 1 800 463-4090

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
4^e trimestre 2003
ISBN 2-550-41553-1

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de l'Institut de la statistique du Québec.

Octobre 2003

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente *Investissements privés et publics sous contrôle étranger au Québec et au Canada*, édition 2003.

Cette deuxième édition contient trois ensembles de données portant sur les investissements étrangers. Le premier ensemble s'appuie sur les investissements déclarés dans l'*Enquête sur les investissements privés et publics du Québec. Données réelles provisoires, 2002*. Les liens de parenté entre les sociétés proviennent de la banque de données CALURA de Statistique Canada, version 2002-4. Deux autres ensembles de données sont présentés à des fins de référence : les investissements au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux, et les investissements étrangers dans les différentes provinces canadiennes selon la Loi sur Investissement Canada.

Toutes les publications de l'Institut de la statistique du Québec sont réalisées dans l'esprit des valeurs de gestion de l'organisme, dont la première énonce que « l'objectivité, la neutralité politique, l'impartialité, l'intégrité et le respect de la confidentialité des renseignements détenus constituent des valeurs fondamentales ».

Cette publication a été réalisée par :

Jean-Louis Leblond
Agent de recherche

Avec la collaboration de :

Richard Barbeau
Agent de recherche

Et avec l'assistance technique de :

Réal Mathieu
Agent de bureau

Sous la direction de :

Camille Courchesne
Directeur des statistiques économiques et sociales

Pour tout renseignement concernant le
contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques et sociales
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411
Télécopieur : (418) 643-4129

Signes conventionnels

- Néant ou zéro
- .. Donnée non disponible
- ... N'ayant pas lieu de figurer
- x Donnée confidentielle

Symboles

- k\$ En milliers de dollars
- M\$ En millions de dollars
- % Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Introduction	9
 Partie 1	
Appariement des données de l'<i>Enquête sur les investissements privés et publics</i> et de la banque de données sur les liens de parenté CALURA	11
 Partie 2	
Données de référence	15
 Partie 3	
Investissements directs étrangers au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux	33
 Partie 4	
Investissements étrangers selon la Loi sur Investissement Canada	51
 Partie 5	
Méthodologie	57
5.1 Enquête sur les investissements privés et publics	57
5.2 CALURA	62
5.3 Démarche méthodologique de l'ISQ	63
Distinction entre les concepts	65

Liste des tableaux

Partie 1

Tableau 1	Projets d'investissements totaux au Québec et comparaison Québec-Canada, dépenses réelles provisoires en immobilisations, 2002	13
-----------	--	----

Partie 2

Tableau 2.1	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé, selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	16
Tableau 2.1.1	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle canadien, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	17
Tableau 2.1.2	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle états-unien, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	18
Tableau 2.1.3	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle de pays européens, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	19
Tableau 2.1.4	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle de pays asiatiques, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	20
Tableau 2.1.5	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle d'autres pays, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	21
Tableau 2.1.6	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé sous contrôle de pays non répartis, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	22
Tableau 2.2	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, par région administrative et selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	23
Tableau 2.2.1	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle canadien, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	24
Tableau 2.2.2	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle états-unien, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	26

Tableau 2.2.3	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle de pays européens, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	27
Tableau 2.2.4	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle de pays asiatiques, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	28
Tableau 2.2.5	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle d'autres pays, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	29
Tableau 2.2.6	Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé dans la RMR de Montréal, sous contrôle de pays non répartis, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002	30

Partie 3

Tableau 3.1	Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par secteur industriel de la CTI80, 1991-2002	34
Tableau 3.2	Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par secteur industriel de la CTI80, 1991-2002	36
Tableau 3.3	Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par pays, 1987-2002	38
Tableau 3.4	Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2002	44

Partie 4

Tableau 4.1	Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2002	52
Tableau 4.2	Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2002	54

Introduction

La méthodologie retenue pour estimer la valeur des investissements consiste à ventiler les dépenses en immobilisations déclarées par les entreprises lors de l'*Enquête annuelle sur les investissements privés et publics* de Statistique Canada, selon les liens de parenté entre les sociétés qui se trouvent dans la banque de données CALURA.

Les investissements qui résultent d'acquisitions ou de fusions sont exclus et les estimations ne tiennent pas compte des investissements sous contrôle des autres provinces canadiennes.

Appariement des données de l'*Enquête sur les investissements privés et publics* et de la banque de données sur les liens de parenté CALURA

Dans l'échantillon de l'*Enquête sur les investissements privés et publics* qui comprend tous les grands établissements du Québec, nous avons retenu les 4 464 établissements échantillonnés du secteur privé, lesquels ont investi 12 463,9 M\$ sur des investissements totaux de 38 662,6 M\$. Par contre, les secteurs du logement (11 374,3 M\$), de la construction (871,4 M\$) et les industries de l'agriculture et de la pêche (621,8 M\$) sont exclus de l'échantillon.

En excluant ces quatre secteurs d'activité et le secteur public qui est sous contrôle canadien dans sa quasi-totalité, l'échantillon représente 80,3 % des investissements.

Par la suite, nous avons attribué la valeur totale des investissements au pays qui avait le contrôle de l'établissement, peu importe la part qu'il possède et peu importe le pays qui a le contrôle de la société mère.

Tableau 1

Projets d'investissements totaux au Québec, dépendances réelles provisoires en immobilisations, 2002	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	k\$		
Immobilisations totales (valeur après pondération et autres sources)	22 573 342	16 089 290	38 662 632
Industrie primaire	749 659	518 149	1 267 808
Secteur public	—	—	—
Secteur privé	749 659	518 149	1 267 808
Industrie secondaire	609 984	4 398 605	5 008 589
Secteur public	814	20 907	21 721
Secteur privé	609 170	4 377 698	4 986 868
Industrie tertiaire	9 839 355	11 172 536	21 011 891
Secteur public	7 245 816	3 001 054	10 246 870
Secteur privé	2 593 539	8 171 482	10 765 021
Somme partielle des immobilisations totales excluant le logement	11 198 998	16 089 290	27 288 288
Logement	11 374 344	—	11 374 344
Total des établissements échantillonnés du secteur privé¹ (valeur avant pondération)	2 673 781	9 790 117	12 463 898
Industrie primaire	346 381	109 535	455 916
Industrie secondaire	343 280	2 747 714	3 090 994
Industrie tertiaire (excluant le logement)	1 984 120	6 932 868	8 916 988
Part relative des établissements échantillonnés du secteur privé sur les immobilisations totales			
	%		
Industrie primaire	46,2	21,1	36,0
Industrie secondaire	56,3	62,5	61,7
Industrie tertiaire (excluant le logement)	20,2	62,1	42,4
Total (excluant le logement)	23,9	60,8	45,7

1. Excluant les industries de l'agriculture, de la pêche, de la construction et du logement.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Comparaison Québec-Canada ¹	Québec	Canada	Québec/Canada
	k\$		%
Immobilisations totales (valeur après pondération et autres sources)	38 662 632	203 934 700	19,0
Industrie primaire	1 267 808	30 495 100	4,2
Industrie secondaire	5 008 589	20 215 400	24,8
Industrie tertiaire et logement	32 386 235	153 224 200	21,1
Tertiaire	21 011 891	100 491 100	20,9
Logement	11 374 344	52 733 100	21,6

1. Données estimées par Statistique Canada à partir d'autres sources que l'enquête appelée *Investissements privés et publics au Canada*.

Données de référence

Selon l'*Enquête sur les investissements privés et publics*, les investissements étrangers au Québec totalisent 6 150,2 M\$ durant l'année 2002, soit 49,3 % des investissements des établissements échantillonnés du secteur privé au Québec. À eux seuls, les investissements des États-Unis représentent 33,5 % de ces investissements au Québec.

Le principal investisseur étranger au Québec en 2002 demeure les États-Unis avec 4 171,9 M\$ d'investissements, soit 67,8 % de tous les investissements étrangers.

Les investisseurs étrangers ont investi dans 632 des 4 464 établissements échantillonnés, soit 14,2 % des entreprises. Par contre, nous n'avons pu répartir 2 557 de ces 4 464 établissements dans CALURA; ces établissements totalisent 1 141,5 M\$, soit 9,2 % des investissements échantillonnés en 2002.

Les secteurs les plus prisés des investisseurs étrangers sont celui de la finance et des assurances où les États-Unis ont investi 2 315,0 M\$, les pays européens, 510,2 M\$, et les pays asiatiques, 712,6 M\$, et celui des services immobiliers où les États-Unis ont investi 529,8 M\$. Vient ensuite l'industrie de la fabrication où les investissements des États-Unis totalisent 668,8 M\$, ceux des pays européens, 456,6 M\$, et ceux des pays asiatiques, 53,2 M\$.

Dans la RMR de Montréal, les investisseurs étrangers ont investi 2 930,2 M\$, soit 47,6 % de tous les investissements étrangers.

Tableau 2.1

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹, selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Pays de contrôle	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Canada	1 949 840	3 222 365	5 172 205	1 275
Pays étrangers	567 514	5 582 688	6 150 202	632
États-Unis	378 024	3 793 864	4 171 888	355
Pays européens	110 256	990 592	1 100 848	230
Allemagne	487	512 675	513 162	23
France	37 189	119 882	157 071	59
Grande-Bretagne	31 923	160 794	192 717	52
République tchèque	18 582	31 332	49 914	31
Autres	22 075	165 909	187 984	65
Pays asiatiques	8 047	772 206	780 253	34
Autres pays	71 187	26 026	97 213	13
Non réparti	156 427	985 064	1 141 491	2 557
Total	2 673 781	9 790 117	12 463 898	4 464

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.1

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle canadien, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	245 130	61 110	306 240	..
Industrie de la fabrication	141 337	991 498	1 132 835	..
Industrie tertiaire	1 563 373	2 169 757	3 733 130	..
Services publics	75 009	19 146	94 155	..
Commerce	351 278	396 982	748 260	..
Transport et entreposage	199 042	143 966	343 008	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	442 560	1 008 231	1 450 791	..
Finance et assurances	52 455	303 500	355 955	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	284 417	59 419	343 836	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	22 741	184 749	207 490	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	1 712	11 796	13 508	..
Services d'enseignement	683	1 162	1 845	..
Soins de santé et assistance sociale	25 384	11 712	37 096	..
Arts, spectacles et loisirs	51 266	12 499	63 765	..
Hébergement et services de restauration	43 593	8 220	51 813	..
Autres services, sauf les administrations publiques	13 233	8 375	21 608	..
Total	1 949 840	3 222 365	5 172 205	1 275

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.2

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle états-unien, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	6 438	6 937	13 375	..
Industrie de la fabrication	66 468	602 351	668 819	..
Industrie tertiaire	305 118	3 184 576	3 489 694	..
Commerce	74 751	120 478	195 229	..
Transport et entreposage	176 479	15 135	191 614	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	2 290	14 770	17 060	..
Finance et assurances	288	2 314 703	2 314 991	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	3 699	526 124	529 823	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	25 179	151 350	176 529	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	8 698	24 311	33 009	..
Services d'enseignement	118	87	205	..
Hébergement et services de restauration	13 317	8 128	21 445	..
Autres services, sauf les administrations publiques	299	9 490	9 789	..
Total	378 024	3 793 864	4 171 888	355

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.3

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle de pays européens, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	9 180	8 702	17 882	..
Industrie de la fabrication	65 777	390 519	456 296	..
Industrie tertiaire	35 299	591 371	626 670	..
Commerce	16 675	26 669	43 344	..
Transport et entreposage	651	691	1 342	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	130	214	344	..
Finance et assurances	2 855	507 379	510 234	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	113	400	513	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 283	41 244	50 527	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	2 795	11 150	13 945	..
Hébergement et services de restauration	2 413	2 955	5 368	..
Autres services, sauf les administrations publiques	371	656	1 027	..
Autres	13	13	26	..
Total	110 256	990 592	1 100 848	230

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.4

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle de pays asiatiques, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	—	—	—	..
Industrie de la fabrication	1 394	51 790	53 184	..
Industrie tertiaire	6 653	720 416	727 069	..
Commerce	6 035	5 290	11 325	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	374	671	1 045	..
Finance et assurances	—	712 622	712 622	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	244	724	968	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	—	4	4	..
Hébergement et services de restauration	—	1 105	1 105	..
Total	8 047	772 206	780 253	34

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.5

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle d'autres pays, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	71 075	23 319	94 394	..
Industrie de la fabrication	—	200	200	..
Industrie tertiaire	112	2 507	2 619	..
Transport et entreposage	80	1 669	1 749	..
Arts, spectacles et loisirs	2	5	7	..
Autres services, sauf les administrations publiques	30	833	863	..
Total	71 187	26 026	97 213	13

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.6

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ sous contrôle de pays non répartis, par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Industrie primaire	14 558	9 467	24 025	..
Industrie de la fabrication	68 304	711 356	779 660	..
Industrie tertiaire	73 565	264 241	337 806	..
Services publics	1 487	32 025	33 512	..
Commerce	15 616	25 804	41 420	..
Transport et entreposage	3 038	19 539	22 577	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	18 031	53 210	71 241	..
Finance et assurances	143	39 627	39 770	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	4 215	32 753	36 968	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 547	30 635	32 182	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	3 574	7 603	11 177	..
Services d'enseignement	28	337	365	..
Soins de santé et assistance sociale	1 457	1 460	2 917	..
Arts, spectacles et loisirs	8 218	4 800	13 018	..
Hébergement et services de restauration	7 550	9 838	17 388	..
Autres services, sauf les administrations publiques	8 661	6 610	15 271	..
Total	156 427	985 064	1 141 491	2 557

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², par région administrative et selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et pays de contrôle	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	1 093 851	2 333 244	3 427 095	1 633
Canada	731 187	1 033 633	1 764 820	515
Pays étrangers	297 343	706 526	1 003 869	223
États-Unis	244 235	438 475	682 710	112
Pays européens	52 652	248 217	300 869	97
Pays asiatiques	424	18 782	19 206	9
Autres pays	32	1 052	1 084	5
Non réparti	65 321	593 085	658 406	895
Région administrative de Laval	42 430	91 021	133 451	184
Canada	22 811	38 971	61 782	44
Pays étrangers	16 572	43 189	59 761	16
États-Unis	3 370	7 458	10 828	4
Pays européens	13 202	35 731	48 933	12
Pays asiatiques	—	—	—	—
Autres pays	—	—	—	—
Non réparti	3 047	8 861	11 908	124
Partie des régions de Lanaudière et des Laurentides	19 462	96 721	116 183	170
Canada	11 869	32 865	44 734	28
Pays étrangers	5 235	20 949	26 184	16
États-Unis	3 888	13 255	17 143	11
Pays européens	1 347	7 694	9 041	5
Pays asiatiques	—	—	—	—
Autres pays	—	—	—	—
Non réparti	2 358	42 907	45 265	126
Partie de la région de la Montérégie	87 180	306 054	393 234	341
Canada	73 383	89 147	162 530	78
Pays étrangers	11 354	138 115	149 469	44
États-Unis	7 786	105 699	113 485	22
Pays européens	3 568	30 911	34 479	19
Pays asiatiques	—	1 505	1 505	3
Autres pays	—	—	—	—
Non réparti	2 443	78 792	81 235	219
Non réparti dans une région administrative	—	1 690 853	1 690 853	—
Total de la RMR de Montréal	1 242 923	4 517 892	5 760 815	2 328
Canada	839 250	1 194 616	2 033 866	665
Pays étrangers	330 504	2 599 632	2 930 136	299
États-Unis	259 279	1 659 867	1 919 146	149
Pays européens	70 769	562 571	633 340	133
Pays asiatiques	424	357 396	357 820	12
Autres pays	32	19 798	19 830	5
Non réparti	73 169	723 645	796 814	1 364

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.1

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle canadien, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	731 187	1 033 633	1 764 820	515
Industrie primaire	10 930	2 044	12 974	..
Industrie de la fabrication	60 165	336 120	396 285	..
Industrie tertiaire	660 092	695 469	1 355 561	..
Services publics	65 840	10 110	75 950	..
Commerce	73 676	103 189	176 865	..
Transport et entreposage	172 760	109 313	282 073	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	90 449	216 950	307 399	..
Finance et assurances	24 816	30 012	54 828	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	199 217	41 585	240 802	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 363	158 626	169 989	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	531	6 614	7 145	..
Services d'enseignement	623	598	1 221	..
Soins de santé et assistance sociale	9 777	7 824	17 601	..
Arts, spectacles et loisirs	1 510	2 861	4 371	..
Hébergement et services de restauration	5 331	2 978	8 309	..
Autres services, sauf les administrations publiques	4 199	4 809	9 008	..
Région administrative de Laval	22 811	38 971	61 782	44
Industrie primaire	2	160	162	..
Industrie de la fabrication	729	20 427	21 156	..
Industrie tertiaire	22 080	18 384	40 464	..
Commerce	17 120	16 081	33 201	..
Transport et entreposage	1	580	581	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	749	506	1 255	..
Soins de santé et assistance sociale	186	55	241	..
Hébergement et services de restauration	4 024	1 159	5 183	..
Autres services, sauf les administrations publiques	–	3	3	..
Partie des régions de Lanaudière et des Laurentides	11 869	32 865	44 734	28
Industrie primaire	–	29	29	..
Industrie de la fabrication	2 650	20 050	22 700	..
Industrie tertiaire	9 219	12 786	22 005	..
Commerce	–	409	409	..
Transport et entreposage	1 064	6 751	7 815	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	–	10	10	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	4 754	–	4 754	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	–	20	20	..
Soins de santé et assistance sociale	–	97	97	..
Autres services, sauf les administrations publiques	3 401	5 499	8 900	..

Tableau 2.2.1 (suite)

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle canadien, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Partie de la région de la Montérégie	73 383	89 147	162 530	78
Industrie primaire	–	50	50	..
Industrie de la fabrication	10 963	51 698	62 661	..
Industrie tertiaire	62 420	37 399	99 819	..
Services publics	4 746	–	4 746	..
Commerce	43 013	28 686	71 699	..
Transport et entreposage	2 212	333	2 545	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	–	40	40	..
Finance et assurances	–	159	159	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	32	1 336	1 368	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	–	26	26	..
Soins de santé et assistance sociale	87	6	93	..
Arts, spectacles et loisirs	1 273	1 164	2 437	..
Autres services, sauf les administrations publiques	11 057	5 649	16 706	..
Total de la RMR de Montréal	839 250	1 194 616	2 033 866	665
Industrie primaire	10 932	2 283	13 215	..
Industrie de la fabrication	74 507	428 295	502 802	..
Industrie tertiaire	753 811	764 038	1 517 849	..
Services publics	70 586	10 110	80 696	..
Commerce	133 809	148 365	282 174	..
Transport et entreposage	176 037	116 977	293 014	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	90 449	217 000	307 449	..
Finance et assurances	24 816	30 171	54 987	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	204 752	43 427	248 179	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 363	158 672	170 035	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	531	6 614	7 145	..
Services d'enseignement	623	598	1 221	..
Soins de santé et assistance sociale	10 050	7 982	18 032	..
Arts, spectacles et loisirs	2 783	4 025	6 808	..
Hébergement et services de restauration	9 355	4 137	13 492	..
Autres services, sauf les administrations publiques	18 657	15 960	34 617	..

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.2

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle états-unien, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	244 235	438 475	682 710	112
Industries primaire et de la fabrication	43 011	225 743	268 754	..
Industrie tertiaire	201 224	212 732	413 956	..
Commerce	12 726	41 431	54 157	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	288	144 327	144 615	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	17 691	14 785	32 476	..
Autres	170 519	12 189	182 708	..
Région administrative de Laval	3 370	7 458	10 828	4
Partie des régions de Lanaudière et des Laurentides	3 888	13 255	17 143	11
Partie de la région de la Montérégie	7 786	105 699	113 485	22
Industries primaire et de la fabrication	3 267	53 828	57 095	..
Industrie tertiaire	4 519	51 871	56 390	..
Industrie tertiaire non répartie dans une région adm.	–	1 094 980	1 094 980	–
Total de la RMR de Montréal	259 279	1 659 867	1 919 146	149

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.3

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle de pays européens, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	52 652	248 217	300 869	97
Industrie primaire	23	69	92	..
Industrie de la fabrication	42 649	206 942	249 591	..
Industrie tertiaire	9 980	41 206	51 186	..
Commerce	6 508	9 388	15 896	..
Transport et entreposage	—	60	60	..
Finance et assurances	1 502	12 275	13 777	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	180	17 964	18 144	..
Arts, spectacles et loisirs	2	5	7	..
Hébergement et services de restauration	1 419	863	2 282	..
Autres services, sauf les administrations publiques	369	651	1 020	..
Région administrative de Laval	13 202	35 731	48 933	12
Industrie de la fabrication	3 187	17 295	20 482	..
Industrie tertiaire	10 015	18 436	28 451	..
Commerce	1 539	6 845	8 384	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	8 476	11 591	20 067	..
Partie des régions de Lanaudière et des Laurentides	1 347	7 694	9 041	5
Industrie de la fabrication	1 247	2 374	3 621	..
Industrie tertiaire	100	5 320	5 420	..
Commerce	100	5 320	5 420	..
Partie de la région de la Montérégie	3 568	30 911	34 479	19
Industrie primaire	221	2 656	2 877	..
Industrie de la fabrication	176	18 988	19 164	..
Industrie tertiaire	3 171	9 267	12 438	..
Commerce	476	1 578	2 054	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	2 695	7 689	10 384	..
Industrie tertiaire non répartie dans une région adm.	—	240 018	240 018	—
Total de la RMR de Montréal	70 769	562 571	633 340	133
Industrie primaire	244	2 725	2 969	..
Industrie de la fabrication	47 259	245 599	292 858	..
Industrie tertiaire	23 266	314 247	337 513	..
Commerce	8 623	23 131	31 754	..
Transport et entreposage	—	60	60	..
Finance et assurances	1 502	12 275	13 777	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	8 656	29 555	38 211	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	2 695	7 689	10 384	..
Arts, spectacles et loisirs	2	5	7	..
Hébergement et services de restauration	1 419	863	2 282	..
Autres services, sauf les administrations publiques	369	651	1 020	..
Non répartie dans une région administrative	—	240 018	240 018	..

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.4

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle de pays asiatiques, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	424	18 782	19 206	9
Industrie de la fabrication	–	15 143	15 143	..
Industrie tertiaire	424	3 639	4 063	..
Commerce	180	1 824	2 004	..
Autres	244	1 815	2 059	..
Partie de la région de la Montérégie	–	1 505	1 505	3
Industries primaire et tertiaire	–	47	47	..
Industrie de la fabrication	–	1 458	1 458	..
Industrie tertiaire non répartie dans une région adm.	–	337 109	337 109	–
Total de la RMR de Montréal	424	357 396	357 820	12

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.5

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle d'autres pays, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	32	1 052	1 084	5
Industrie tertiaire non répartie dans une région adm.	—	18 746	18 746	—
Total de la RMR de Montréal	32	19 798	19 830	5

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.6

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle de pays non répartis, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Région administrative de Montréal	65 321	593 085	658 406	895
Industrie primaire	37	46	83	..
Industrie de la fabrication	26 742	442 448	469 190	..
Industrie tertiaire	38 542	150 591	189 133	..
Services publics	1 380	26 361	27 741	..
Commerce	5 351	9 359	14 710	..
Transport et entreposage	706	4 082	4 788	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	11 834	45 841	57 675	..
Finance et assurances	103	136	239	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2 090	23 164	25 254	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	656	23 113	23 769	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	3 550	4 669	8 219	..
Services d'enseignement	13	224	237	..
Soins de santé et assistance sociale	1 145	812	1 957	..
Arts, spectacles et loisirs	1 381	1 284	2 665	..
Hébergement et services de restauration	3 270	7 198	10 468	..
Autres services, sauf les administrations publiques	7 063	4 348	11 411	..
Région administrative de Laval	3 047	8 861	11 908	124
Industrie de la fabrication	508	5 248	5 756	..
Industrie tertiaire	2 539	3 613	6 152	..
Commerce	1 149	624	1 773	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	1	138	139	..
Finance et assurances	—	8	8	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2	1 720	1 722	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	2	58	60	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	—	2	2	..
Soins de santé et assistance sociale	128	20	148	..
Arts, spectacles et loisirs	433	742	1 175	..
Hébergement et services de restauration	824	297	1 121	..
Autres services, sauf les administrations publiques	—	4	4	..
Partie des régions de Lanaudière et des Laurentides	2 358	42 907	45 265	126
Industrie primaire	50	26	76	..
Industrie de la fabrication	1 803	40 616	42 419	..
Industrie tertiaire	505	2 265	2 770	..
Commerce	172	115	287	..
Transport et entreposage	10	68	78	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	—	750	750	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	81	3	84	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	—	1 044	1 044	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	—	98	98	..
Soins de santé et assistance sociale	5	7	12	..
Arts, spectacles et loisirs	219	156	375	..
Hébergement et services de restauration	18	18	36	..
Autres services, sauf les administrations publiques	—	6	6	..

Tableau 2.2.6 (suite)

Investissements des établissements échantillonnés du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal², sous contrôle de pays non répartis, par région administrative et par industrie, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2002

Région administrative et industrie	Immobilisations			Nombre d'établissements échantillonnés
	Construction	Machines et équipement	Total	
	k\$			
Partie de la région de la Montérégie	2 443	78 792	81 235	219
Industrie primaire	84	528	612	..
Industrie de la fabrication	1 003	69 562	70 565	..
Industrie tertiaire	1 356	8 702	10 058	..
Commerce	41	591	632	..
Transport et entreposage	—	1 397	1 397	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	—	17	17	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	96	266	362	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	21	2 391	2 412	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	13	2 505	2 518	..
Services d'enseignement	6	10	16	..
Soins de santé et assistance sociale	50	330	380	..
Arts, spectacles et loisirs	549	524	1 073	..
Hébergement et services de restauration	42	62	104	..
Autres services, sauf les administrations publiques	538	609	1 147	..
Total de la RMR de Montréal	73 169	723 645	796 814	1 364
Industrie primaire	171	600	771	..
Industrie de la fabrication	30 056	557 874	587 930	..
Industrie tertiaire	42 942	165 171	208 113	..
Services publics	1 380	26 361	27 741	..
Commerce	6 713	10 689	17 402	..
Transport et entreposage	716	5 547	6 263	..
Industrie de l'information et industrie culturelle	11 835	46 746	58 581	..
Finance et assurances	103	144	247	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2 269	25 153	27 422	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	679	26 606	27 285	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	3 563	7 274	10 837	..
Services d'enseignement	19	234	253	..
Soins de santé et assistance sociale	1 328	1 169	2 497	..
Arts, spectacles et loisirs	2 582	2 706	5 288	..
Hébergement et services de restauration	4 154	7 575	11 729	..
Autres services, sauf les administrations publiques	7 601	4 967	12 568	..

1. Données de l'échantillon avant pondération.

2. Le territoire de la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval, ainsi qu'une partie des régions administratives de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Investissements directs étrangers au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux

Les investissements internationaux au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux de Statistique Canada comprennent tous les instruments financiers (actions, obligations, effets à court terme et autres investissements) représentant la valeur et la composition de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents.

Parmi les différentes catégories des investissements internationaux, les investissements directs sont définis comme ceux qui permettent à l'investisseur résident d'un pays d'exercer une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Dans la pratique, Statistique Canada juge qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Il convient de souligner que cette notion est plus large que celle de contrôle étranger. Donc, selon cette définition, les actifs dans les investissements directs étrangers s'élèvent, en 2002, à 349 388 M\$, soit une augmentation de 4,7 % par rapport à 2001. La prédominance des actifs dans les investissements étrangers au Canada se situe dans les secteurs industriels de la finance et des assurances (67 182 M\$), de l'énergie (56 471 M\$) et du matériel de transport (38 257 M\$).

En 2002, l'actif le plus important parmi les investisseurs étrangers au Canada demeure celui des États-Unis avec 224 330 M\$, tandis que le Canada possède un actif de 201 792 M\$ aux États-Unis.

Tableau 3.1

Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par secteur industriel de la CTI80¹, 1991-2002

Secteur industriel	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$					
Industrie secondaire	74 904	77 241	80 366	88 743	99 448	104 867
Aliments, boissons et tabac	10 372	11 606	11 904	12 944	15 045	15 237
Industrie du bois et du papier	7 902	8 895	9 109	9 598	10 010	10 206
Minerais métalliques et produits en métal	9 859	9 496	9 926	9 690	9 553	10 739
Industrie de la machinerie et du matériel de transport	18 212	18 496	20 641	24 638	25 305	25 366
Machinerie et équipement (sauf électronique)	5 337	5 655	6 282	6 799	7 254	7 228
Matériel de transport	12 875	12 840	14 358	17 838	18 051	18 138
Industrie chimique et textile	14 314	15 389	16 500	18 679	20 083	22 613
Produits électriques et électroniques	7 727	7 563	7 691	8 389	11 555	12 452
Construction et activité connexe	6 518	5 796	4 595	4 805	7 897	8 254
Industrie tertiaire	60 330	60 678	61 127	65 852	68 721	77 259
Énergie	21 847	20 566	20 919	20 269	19 509	21 059
Industrie des finances et assurances	25 939	26 873	26 685	28 119	29 086	33 506
Industrie des services et du commerce de détail	10 363	10 807	11 050	14 417	16 885	18 852
Services de transport	1 072	1 233	1 320	2 272	2 282	2 906
Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux	1 453	1 408	1 694	2 044	2 111	1 972
Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux	61	42	63	66	71	89
Services d'hébergement, de restauration et de divertissement	1 928	1 599	1 697	1 864	2 707	3 315
Commerce de détail des aliments	461	501	443	393	475	542
Biens et services de consommation	5 388	6 024	5 832	7 778	9 240	10 028
Communications	2 181	2 432	2 473	3 047	3 241	3 842
Total des industries	135 234	137 918	141 493	154 594	168 167	182 126

1. Statistique Canada, *Classification type des industries, 1980*.

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	Secteur industriel
M\$						
112 293	126 892	141 334	184 581	183 538	192 398	Industrie secondaire
16 555	21 761	22 696	39 987	36 608	36 927	Aliments, boissons et tabac
12 595	13 487	15 345	16 488	14 750	14 773	Industrie du bois et du papier
11 425	13 037	14 428	17 419	21 288	23 188	Minerais métalliques et produits en métal
28 043	30 029	30 563	43 785	45 674	49 109	Industrie de la machinerie et du matériel de transport
8 312	8 697	9 324	10 654	11 438	10 852	Machinerie et équipement (sauf électronique)
19 730	21 332	21 239	33 131	34 237	38 257	Matériel de transport
23 471	25 084	27 665	29 389	31 504	33 219	Industrie chimique et textile
12 393	14 680	21 722	29 538	24 156	25 433	Produits électriques et électroniques
7 811	8 814	8 915	7 975	9 558	9 749	Construction et activité connexe
81 985	92 496	111 229	123 010	150 096	156 991	Industrie tertiaire
22 498	25 614	28 456	36 934	49 036	56 471	Énergie
35 781	40 787	52 755	52 803	66 174	67 182	Industrie des finances et assurances
19 460	21 642	23 462	25 269	26 692	29 117	Industrie des services et du commerce de détail
2 585	2 126	3 087	3 087	2 945	3 667	Services de transport
2 149	2 595	2 405	3 208	4 383	4 649	Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux
87	94	142	169	129	127	Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux
3 250	3 911	4 246	4 343	4 926	5 040	Services d'hébergement, de restauration et de divertissement
636	708	983	1 038	760	1 292	Commerce de détail des aliments
10 754	12 208	12 599	13 424	13 549	14 342	Biens et services de consommation
4 246	4 453	6 556	8 004	8 194	4 221	Communications
194 277	219 389	252 563	307 591	333 635	349 388	Total des industries

Tableau 3.2

Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par secteur industriel de la CTI80¹, 1991-2002

Secteur industriel	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$					
Industrie secondaire	50 275	51 434	54 786	62 717	65 944	71 285
Aliments, boissons et tabac	8 118	8 390	7 993	8 541	7 683	8 277
Industrie du bois et du papier	3 473	3 576	3 727	4 358	5 340	4 710
Minerais métalliques et produits en métal	14 075	15 811	17 879	20 525	24 466	28 697
Industrie de la machinerie et du matériel de transport	2 794	3 188	4 030	4 681	5 207	5 867
Machinerie et équipement (sauf électronique)	502	593	929	1 188	1 218	1 297
Matériel de transport	2 291	2 595	3 101	3 493	3 989	4 570
Industrie chimique et textile	7 928	7 523	9 447	11 920	9 935	8 541
Produits électriques et électroniques	6 944	8 507	7 263	8 269	8 912	10 284
Construction et activité connexe	6 943	4 439	4 447	4 423	4 401	4 909
Industrie tertiaire	58 793	60 258	67 641	83 600	95 292	109 955
Énergie	7 976	8 388	9 129	11 664	12 754	16 006
Industrie des finances et assurances	32 443	32 140	37 353	44 725	48 932	58 098
Industrie des services et du commerce de détail	10 043	10 263	10 423	12 066	17 892	19 724
Services de transport	4 801	5 021	4 898	5 325	6 807	6 994
Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux	900	819	683	901	x	585
Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux	233	333	336	375	494	1 677
Services d'hébergement, de restauration et de divertissement	1 617	1 525	1 673	1 705	6 634	7 240
Commerce de détail des aliments	479	477	438	402	x	67
Biens et services de consommation	2 012	2 088	2 395	3 358	2 867	3 161
Communications	8 331	9 467	10 736	15 145	15 714	16 127
Total des industries	109 068	111 692	122 427	146 315	161 237	181 238

1. Statistique Canada, *Classification type des industries, 1980*.

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	Secteur industriel
M\$						
87 552	108 915	114 765	146 619	139 043	144 618	Industrie secondaire
9 819	10 128	8 863	10 966	9 366	9 063	Aliments, boissons et tabac
6 154	7 053	7 636	7 321	8 794	9 606	Industrie du bois et du papier
33 933	38 768	40 199	42 556	45 428	48 747	Minerais métalliques et produits en métal
7 715	11 752	10 036	20 949	25 696	27 205	Industrie de la machinerie et du matériel de transport
1 837	2 786	3 120	3 310	4 845	5 049	Machinerie et équipement (sauf électronique)
5 878	8 966	6 915	17 639	20 851	22 156	Matériel de transport
12 049	13 440	12 549	11 961	12 068	11 929	Industrie chimique et textile
11 839	20 820	27 269	44 724	28 431	28 818	Produits électriques et électroniques
6 043	6 954	8 213	8 142	9 260	9 250	Construction et activité connexe
131 054	153 994	175 966	206 532	250 617	287 202	Industrie tertiaire
19 145	19 932	20 245	25 191	29 077	33 460	Énergie
73 714	85 562	104 111	118 891	146 509	178 320	Industrie des finances et assurances
21 760	31 643	30 130	45 839	53 350	53 877	Industrie des services et du commerce de détail
6 321	10 867	11 412	13 115	15 590	16 338	Services de transport
x	x	823	13 663	16 119	15 808	Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux
3 911	x	5 288	5 805	7 291	6 939	Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux
6 526	10 658	10 834	10 984	11 427	12 173	Services d'hébergement, de restauration et de divertissement
x	51	48	48	56	173	Commerce de détail des aliments
4 238	4 113	1 725	2 225	2 866	2 446	Biens et services de consommation
16 435	16 857	21 480	16 611	21 681	21 545	Communications
218 607	262 909	290 730	353 150	389 660	431 819	Total des industries

Tableau 3.3

Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Amérique du Nord	–	77 761	82 037	85 763	88 078	89 901	92 726	104 612
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–
Antilles néerlandaises	–	66	79	92	60	66	59	103
Bahamas	–	171	170	143	167	77	82	89
Barbade	–	x	x	x	x	x	x	x
Bermudes	–	1 352	1 234	1 302	1 399	1 410	1 688	1 476
Cuba	–	x	x	x	x	x	x	x
États-Unis	–	76 049	80 427	84 089	86 396	88 161	90 600	102 629
Îles Caïmans	–	59	45	50	50	59	78	71
Îles Vierges britanniques	–	11	10	12	x	x	x	13
Mexique	–	31	12	-13	-21	60	154	177
République dominicaine	–	x	x	x	x	x	–	x
Amérique du Sud et Amérique Centrale	–	234	259	281	271	300	269	225
Belize	–	–	–	–	–	x	x	–
Bolivie	–	x	-	x	x	x	x	x
Brésil	–	123	150	152	148	155	163	185
Chili	–	x	x	x	x	x	x	x
Équateur	–	x	x	x	x	x	x	x
Guyane	–	x	–	–	–	–	–	x
Honduras	–	x	x	x	x	–	–	–
Nicaragua	–	x	x	–	–	–	–	–
Panama	–	105	107	118	101	123	128	92
Paraguay	–	–	–	–	–	–	–	–
Salvador	–	x	x	-	x	-	-	x
Suriname	–	x	x	x	x	x	x	–
Europe	–	29 152	32 421	36 400	36 823	37 256	36 930	37 572
Allemagne	–	3 497	3 848	5 074	5 302	5 012	5 066	4 713
Allemagne de l'Est	–	–	x	–	–	–	–	–
Autriche	–	77	87	246	251	278	309	287
Belgique	–	340	404	507	565	569	657	687
Bulgarie	–	–	x	–	–	x	x	x
Chypre	–	x	x	x	x	x	x	x
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–
Danemark	–	33	62	17	76	77	80	177
Espagne	–	37	31	39	52	35	37	65
Finlande	–	353	369	396	490	532	350	391
France	–	2 213	3 521	3 836	4 167	4 151	4 365	5 326
Grèce	–	x	x	x	x	x	x	x
Irlande	–	67	57	81	190	73	11	79
Islande	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	343	276	321	347	388	401	277
Liechtenstein	–	90	79	81	71	73	71	80
Lituanie	–	–	–	–	–	–	–	–
Luxembourg	–	89	126	163	133	217	260	81
Malte	–	x	–	–	–	–	–	–
Monaco	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	437	735	598	606	428	443	555
Pays-Bas	–	3 103	3 988	4 276	4 043	4 505	4 816	5 384
Pologne	–	6	7	x	x	9	x	x
République tchèque	–	–	–	–	–	–	–	x
Royaume-Uni	–	15 696	15 556	17 185	16 224	16 799	15 872	14 693
Russie	–	–	–	–	–	56	x	x

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Pays
M\$								
115 255	124 306	131 302	149 717	179 209	194 972	217 319	228 063	Amérique du Nord
x	—	—	—	x	x	x	x	Antigua-et-Barbuda
271	324	303	377	381	338	342	336	Antilles néerlandaises
113	123	117	168	126	181	119	119	Bahamas
x	46	88	403	427	234	375	378	Barbade
1 618	1 735	x	x	1 999	2 065	2 052	2 683	Bermudes
x	x	x	4	x	x	x	x	Cuba
112 948	121 943	128 978	146 893	176 045	191 870	214 227	224 330	États-Unis
56	90	82	x	41	32	21	21	Îles Caïmans
24	25	51	64	87	94	95	95	Îles Vierges britanniques
161	x	x	117	101	142	69	83	Mexique
x	x	x	x	x	—	—	—	République dominicaine
376	347	372	441	412	718	969	1 392	Amérique du Sud et Amérique Centrale
—	—	x	—	—	—	—	—	Belize
—	x	x	x	x	x	x	x	Bolivie
253	247	294	365	387	621	888	1 311	Brésil
x	x	x	x	x	x	x	x	Chili
x	x	x	x	x	3	x	x	Équateur
x	x	x	x	x	x	x	x	Guyane
x	x	x	x	x	—	—	—	Honduras
—	—	—	—	—	x	x	x	Nicaragua
97	101	98	99	94	94	85	85	Panama
—	—	—	—	x	—	—	—	Paraguay
x	x	—	x	—	—	—	x	Salvador
—	—	—	—	1	—	1	1	Suriname
40 121	43 722	47 207	54 392	58 477	97 502	99 842	102 493	Europe
5 013	5 260	4 897	5 059	6 877	7 239	6 400	6 748	Allemagne
—	—	—	—	—	—	—	—	Allemagne de l'Est
275	272	172	194	217	224	233	234	Autriche
2 526	2 765	2 592	3 184	2 944	2 777	3 586	3 848	Belgique
x	x	x	x	x	x	x	x	Bulgarie
x	x	x	x	x	x	x	x	Chypre
—	—	—	x	x	—	—	—	Croatie
184	246	268	308	309	272	662	293	Danemark
62	87	101	88	570	535	410	558	Espagne
351	516	378	634	790	526	762	813	Finlande
5 710	5 861	6 087	6 411	6 624	28 836	32 061	32 218	France
x	x	x	x	34	x	44	x	Grèce
53	150	370	666	396	840	1 154	1 448	Irlande
—	—	—	—	—	x	x	x	Islande
290	308	832	744	788	913	915	949	Italie
86	111	99	99	104	125	222	208	Liechtenstein
—	x	x	—	—	—	—	—	Lituanie
138	379	x	194	954	2 967	3 257	3 636	Luxembourg
—	—	—	—	—	—	—	x	Malte
—	x	x	x	x	x	x	—	Monaco
538	596	805	951	1 166	5 005	1 846	1 793	Norvège
6 276	7 479	7 883	11 521	13 468	15 440	13 479	13 768	Pays-Bas
x	x	6	7	10	12	12	9	Pologne
x	x	x	x	x	x	x	x	République tchèque
14 097	14 292	15 748	17 042	15 279	23 184	25 204	26 273	Royaume-Uni
x	x	x	x	x	9	54	62	Russie

Tableau 3.3 (suite)

Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Europe (suite)								
Slovaquie	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	—	431	564	634	1 098	1 091	982	1 041
Suisse	—	2 215	2 562	2 812	3 034	2 854	2 953	3 476
Tchécoslovaquie	—	x	x	41	40	37	—	—
Union des républiques socialistes soviétiques	—	37	x	41	x	—	—	—
Afrique	—	7	7	6	15	-7	2	15
Afrique du Sud	—	x	x	x	x	2	3	x
Algérie	—	—	—	—	—	—	—	—
Botswana	—	—	—	—	—	—	—	—
Burkina Faso	—	—	—	—	—	—	—	—
Cameroun	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte-d'Ivoire	—	—	—	—	—	—	—	—
Érythrée	—	—	—	—	—	—	—	—
Gabon	—	x	—	—	—	—	—	—
Ghana	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée	—	—	—	—	—	—	—	—
Kenya	—	—	—	x	x	x	x	x
Liberia	—	x	x	x	x	x	x	x
Libye	—	—	—	—	—	—	—	x
Madagascar	—	—	—	—	—	—	—	—
Malawi	—	—	—	—	—	—	—	—
Mali	—	—	—	—	—	—	—	—
Maroc	—	x	x	—	—	—	—	—
Maurice	—	—	—	—	—	x	—	—
Namibie	—	—	—	—	—	—	—	—
Nigeria	—	x	x	—	x	x	x	x
République centrafricaine	—	—	—	—	—	—	—	—
Swaziland	—	—	—	—	—	—	—	—
Tanzanie	—	—	—	—	—	—	—	x
Tunisie	—	x	—	—	—	—	—	—
Zaïre	—	—	x	x	x	x	—	—
Zimbabwe	—	x	x	x	x	x	x	x
Asie et Océanie	—	7 020	7 940	8 483	10 046	10 468	11 566	12 171
Arabie Saoudite	—	132	96	72	59	17	x	x
Australie	—	729	834	758	741	825	765	922
Bahreïn	—	x	—	—	—	—	—	—
Bangladesh	—	x	—	x	x	—	x	—
Brunei	—	—	—	—	—	—	x	—
Cambodge	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine	—	x	x	x	54	49	145	232
Chine, Hong Kong	—	1 055	1 170	1 374	2 525	2 358	2 496	2 730
Chine, Macao	—	—	—	—	—	—	—	—
Corée du Nord	—	—	—	—	—	—	—	—
Corée du Sud	—	202	235	312	260	57	-2	44
Émirats arabes unis	—	x	x	x	x	x	x	x
Iran	—	—	—	—	—	x	x	x
Israël	—	85	88	98	94	77	70	97
Japon	—	3 568	4 769	5 222	5 596	5 962	6 249	6 587
Jordanie	—	—	—	x	—	—	—	—
Kazakhstan	—	—	—	—	—	—	—	—
Koweït	—	215	167	63	55	x	x	x

Tableau 3.3 (suite)

Actifs dans les investissements directs étrangers au Canada, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Asie et Océanie (suite)								
Malaisie	—	x	x	x	18	47	73	104
Nouvelle-Zélande	—	844	x	x	x	x	x	x
Oman	—	x	—	—	—	—	—	—
Pakistan	—	—	—	—	x	x	x	x
Papouasie–Nouvelle-Guinée	—	x	x	x	x	x	—	—
Philippines	—	x	x	x	x	x	x	x
Qatar	—	—	—	—	—	—	—	x
Singapour	—	95	104	88	86	102	153	201
Sri Lanka	—	x	—	x	x	x	x	x
Taiwan	—	22	47	19	32	99	102	121
Viêt Nam	—	—	—	—	—	—	—	—
Yémen	—	—	—	—	—	—	—	—
Tous les pays	—	114 175	122 664	130 933	135 234	137 918	141 493	154 594

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Pays
M\$								
								Asie et Océanie (suite)
66	124	166	133	71	118	120	121	Malaisie
x	x	x	x	1 516	101	90	98	Nouvelle-Zélande
—	—	x	x	x	x	x	x	Oman
x	x	x	x	x	x	x	x	Pakistan
—	—	x	x	x	x	x	x	Papouasie–Nouvelle-Guinée
x	x	x	x	2	2	1	1	Philippines
x	—	—	—	—	x	x	x	Qatar
356	278	273	195	176	146	130	116	Singapour
x	x	x	x	x	—	x	x	Sri Lanka
117	114	153	107	115	97	104	105	Taiïwan
—	x	x	x	x	—	x	x	Viêt Nam
—	—	x	x	—	—	—	—	Yémen
168 167	182 126	194 277	219 389	252 563	307 591	333 635	349 388	Tous les pays

Tableau 3.4

Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Amérique du Nord	54 170	55 957	62 078	66 068	72 003	74 663	78 530	90 625
Antigua-et-Barbuda	—	—	—	x	x	x	x	x
Antilles néerlandaises	265	254	82	72	37	36	51	61
Aruba	—	—	—	—	—	—	—	—
Bahamas	1 768	1 717	1 820	1 950	2 105	2 149	2 283	2 390
Barbade	496	628	1 144	1 453	3 033	4 115	4 903	5 101
Bermudes	1 497	1 504	1 495	1 758	2 592	2 619	2 282	2 764
Cuba	x	x	x	x	x	x	6	162
Dominique	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis	48 876	51 025	56 578	60 049	63 379	64 502	67 677	77 987
Guadeloupe	—	—	—	—	x	x	x	x
Îles Caïmans	x	234	118	78	142	220	239	423
Îles Vierges britanniques	x	x	x	28	29	35	56	53
Jamaïque	x	199	289	337	373	370	333	323
Mexique	206	201	237	245	199	451	530	1 073
République dominicaine	x	x	x	x	x	x	x	77
Sainte-Lucie	—	—	—	—	x	x	x	x
Trinité-et-Tobago	56	55	x	x	x	x	x	x
Amérique du Sud et Amérique Centrale	1 672	1 987	2 226	2 341	2 441	3 093	4 346	6 032
Argentine	151	109	115	123	142	225	419	707
Belize	x	x	—	x	x	x	x	x
Bolivie	x	x	x	x	x	x	5	14
Brésil	1 247	1 434	1 679	1 698	1 545	1 880	1 994	2 312
Chili	56	152	211	285	447	482	1 225	1 878
Colombie	13	31	25	24	33	32	32	186
Costa Rica	3	x	x	x	x	x	x	x
Équateur	x	9	x	x	x	x	x	41
Guatemala	18	15	11	5	5	6	7	x
Guyane	x	x	x	x	74	x	x	x
Guyane française	x	x	x	—	—	—	12	12
Honduras	x	x	x	x	x	x	x	x
Nicaragua	x	x	—	—	—	x	—	x
Panama	25	14	19	23	6	18	45	86
Pérou	9	x	x	x	x	x	14	120
Salvador	x	x	x	x	x	x	x	x
Suriname	x	—	—	—	—	—	x	x
Uruguay	x	x	x	x	x	x	x	x
Venezuela	102	104	56	54	90	168	250	295
Europe	12 455	14 981	18 626	22 089	25 112	22 874	26 219	33 418
Albanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Allemagne	644	632	870	898	957	1 020	1 774	2 354
Arménie	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	39	35	28	8	20	40	107	145
Belgique	304	331	399	536	1 104	1 225	1 942	2 466
Bulgarie	—	—	—	—	x	x	x	x
Chypre	x	x	x	x	x	x	x	117
Croatie	—	—	—	—	—	—	—	—
Danemark	26	22	47	45	33	35	27	48
Espagne	435	414	570	522	421	280	342	251
Estonie	—	—	—	—	—	—	—	—
Finlande	x	x	x	x	x	9	x	x

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Pays
M\$								
98 817	113 030	137 335	166 729	191 330	221 661	239 231	256 514	Amérique du Nord
x	x	x	x	x	x	x	x	Antigua-et-Barbuda
657	119	123	144	121	121	131	130	Antilles néerlandaises
—	—	x	x	x	x	x	x	Aruba
2 313	3 083	5 154	5 531	7 406	7 006	—	—	Bahamas
5 820	8 622	12 377	16 815	18 404	19 687	22 946	23 894	Barbade
3 006	3 433	4 367	5 691	5 043	7 086	9 367	9 426	Bermudes
98	329	396	337	x	x	x	x	Cuba
—	—	x	—	—	—	—	—	Dominique
84 562	93 939	110 707	133 267	151 775	177 839	188 791	201 792	États-Unis
x	x	x	x	x	x	x	x	Guadeloupe
714	743	848	993	3 567	3 839	5 460	5 716	Îles Caïmans
240	122	139	166	279	279	327	350	Îles Vierges britanniques
294	504	x	x	571	592	—	—	Jamaïque
948	1 933	2 163	2 864	3 325	3 871	3 279	3 344	Mexique
75	156	132	178	223	x	x	x	République dominicaine
x	x	x	x	x	x	x	x	Sainte-Lucie
x	x	61	x	x	96	115	75	Trinité-et-Tobago
7 855	9 952	12 603	15 287	17 091	21 422	20 921	15 026	Amérique du Sud et Amérique Centrale
1 335	1 658	2 004	2 972	3 274	5 023	5 060	1 378	Argentine
x	—	—	x	x	x	x	x	Belize
23	41	46	34	63	52	58	57	Bolivie
2 458	3 232	3 155	3 975	4 662	6 547	5 968	4 303	Brésil
2 673	3 281	3 876	4 878	5 049	5 669	5 769	5 768	Chili
272	342	383	759	842	898	820	573	Colombie
x	45	45	32	59	116	118	113	Costa Rica
41	81	102	82	66	244	251	292	Équateur
7	5	x	4	3	3	—	—	Guatemala
x	x	x	x	x	145	93	54	Guyane
22	21	x	x	x	x	x	x	Guyane française
55	x	91	104	x	9	88	20	Honduras
x	x	x	x	x	x	x	x	Nicaragua
101	110	159	99	235	217	198	196	Panama
213	237	1 338	1 485	1 981	1 925	1 982	1 998	Pérou
x	x	x	41	48	59	49	47	Salvador
x	x	x	x	x	x	23	23	Suriname
x	x	5	7	37	26	7	7	Uruguay
355	410	391	377	308	328	235	93	Venezuela
37 158	39 632	47 985	57 230	57 842	83 461	98 165	120 125	Europe
x	x	x	x	x	x	x	x	Albanie
2 624	2 446	3 531	4 137	3 086	4 575	6 136	9 266	Allemagne
—	x	x	x	x	x	x	x	Arménie
177	201	227	x	x	642	627	705	Autriche
2 312	2 259	2 362	2 201	1 332	3 265	2 984	4 175	Belgique
x	x	x	x	x	x	x	x	Bulgarie
93	110	120	84	137	108	103	105	Chypre
—	—	—	—	—	x	x	x	Croatie
55	38	30	44	37	77	45	51	Danemark
211	161	270	273	388	665	792	944	Espagne
—	—	—	—	x	x	x	x	Estonie
x	x	x	17	21	45	51	131	Finlande

Tableau 3.4 (suite)

Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Europe (suite)								
France	585	1 460	1 770	1 745	1 719	1 900	1 801	1 753
Géorgie	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	x	x	x	x	x	x	x	x
Hongrie	—	—	—	x	2	20	60	62
Irlande	796	1 181	1 117	1 269	1 500	1 899	2 558	4 679
Islande	x	—	—	—	—	—	—	—
Italie	246	178	226	382	868	610	785	985
Lettonie	—	—	—	—	—	—	—	—
Liechtenstein	x	x	x	x	x	—	—	—
Luxembourg	x	9	9	x	x	x	13	x
Malte	—	—	—	—	—	—	—	x
Monaco	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	29	20	31	56	23	19	7	80
Pays-Bas	924	870	1 024	1 481	1 643	1 827	1 901	2 132
Pologne	—	—	—	—	x	x	27	33
Portugal	x	x	126	x	x	x	x	136
République tchèque	—	—	—	—	—	—	—	7
Roumanie	—	x	—	—	x	x	x	x
Royaume-Uni	7 341	8 812	11 085	13 527	15 262	12 271	12 907	15 038
Russie	—	—	—	—	—	166	296	481
Slovaquie	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	-12	-6	27	29	18	14	33	35
Suisse	758	731	1 023	1 263	1 113	1 080	1 118	1 442
Tchécoslovaquie	—	—	—	—	x	x	—	—
Turkménistan	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	x	x	x	x	x	87	134	223
Ukraine	—	—	—	—	—	—	—	x
Union des républiques socialistes soviétiques	x	x	x	x	—	—	—	—
Yougoslavie	—	—	—	x	x	x	x	x
Afrique	272	219	233	268	258	301	400	469
Afrique du Sud	139	8	19	21	17	37	42	47
Algérie	—	—	—	x	x	x	20	29
Angola	—	—	—	—	—	—	—	x
Bénin	—	—	—	—	x	x	—	—
Burkina Faso	—	—	—	—	—	—	—	x
Cameroun	7	4	x	x	x	x	x	x
Congo	—	—	—	x	—	—	—	—
Côte-d'Ivoire	x	x	x	x	x	x	x	x
Égypte	x	x	x	41	17	12	9	x
Érythrée	—	—	—	—	—	—	—	—
Éthiopie	—	—	x	x	—	x	x	x
Gabon	—	x	x	x	x	x	x	x
Gambie	—	x	x	—	—	—	—	—
Ghana	x	—	x	x	x	x	x	12
Guinée	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée-Bissau	—	—	—	—	—	—	—	—
Kenya	x	x	x	x	x	x	x	x
Lesotho	—	—	—	—	—	—	—	—
Liberia	23	121	x	x	x	x	x	165
Libye	—	x	x	x	x	x	29	28
Mali	—	—	—	—	—	x	x	x
Maroc	—	x	x	x	x	x	x	x
Maurice	—	—	—	—	—	—	—	—
Mauritanie	—	—	x	x	x	—	—	—

Tableau 3.4 (suite)

Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2002

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
M\$								
Afrique (suite)								
Mozambique	x	—	—	—	—	—	—	—
Namibie	x	x	x	x	—	—	x	14
Niger	—	—	—	—	x	—	—	—
Ouganda	—	—	—	—	—	—	—	—
Rwanda	—	—	—	—	—	—	—	—
République centrafricaine	—	—	—	—	—	x	x	x
Seychelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Sierra Leone	—	—	—	—	—	—	—	—
Soudan	—	—	—	—	—	x	x	x
Tanzanie	—	—	x	x	x	x	x	7
Togo	—	—	—	—	—	—	—	—
Tunisie	x	x	x	x	x	x	x	x
Zaïre	—	—	—	x	x	x	x	x
Zambie	—	—	—	—	—	—	—	x
Zimbabwe	x	x	x	x	x	3	16	25
Asie et Océanie	5 567	6 619	6 689	7 636	9 253	10 760	12 932	15 785
Arabie Saoudite	x	21	19	6	x	x	x	x
Australie	1 427	2 152	2 322	2 401	2 154	2 565	2 483	2 716
Bahreïn	x	x	x	—	—	—	—	x
Bangladesh	x	x	x	x	x	x	x	x
Birmanie	x	—	x	x	—	—	—	—
Brunei	—	—	x	x	x	x	x	x
Cambodge	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine	x	x	x	6	25	43	225	257
Chine, Hong Kong	374	406	530	670	632	883	1 532	2 074
Corée du Sud	x	x	22	24	37	51	123	137
Émirats arabes unis	27	33	x	x	x	x	9	x
Inde	64	60	86	94	84	98	110	169
Indonésie	1 006	1 043	1 102	934	900	877	909	1 259
Irak	—	—	—	—	—	—	—	—
Iran	—	—	—	x	x	x	—	—
Israël	x	x	x	84	x	x	x	x
Japon	363	481	507	917	2 182	2 521	2 845	3 485
Jordanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Kazakhstan	—	—	—	—	—	—	x	64
Kirghizistan	—	—	—	—	—	—	10	64
Koweït	—	—	—	—	x	x	—	—
Liban	x	x	x	—	—	—	—	—
Malaisie	66	65	78	81	113	90	92	118
Mongolie	—	—	—	—	—	—	x	—
Myanmar	—	—	—	—	—	—	—	—
Népal	x	x	x	x	x	x	x	—
Nouvelle-Zélande	130	136	157	180	156	142	478	929
Papouasie-Nouvelle-Guinée	x	86	x	x	x	x	160	x
Philippines	20	31	18	36	44	56	x	x
Singapour	1 839	1 834	1 485	1 837	1 982	2 119	2 217	2 369
Taïwan	77	121	180	161	142	194	150	192
Tadjikistan	—	—	—	—	—	—	x	x
Thaïlande	41	47	13	29	x	x	x	532
Viêt Nam	x	—	—	x	x	x	x	x
Tous les pays	74 137	79 763	89 851	98 402	109 068	111 692	122 427	146 315

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Pays
M\$								
Afrique (suite)								
—	—	—	—	—	—	—	—	Mozambique
17	x	22	18	23	x	18	18	Namibie
x	x	x	x	x	x	x	x	Niger
x	x	x	x	x	x	x	x	Ouganda
—	x	x	x	—	—	—	—	Rwanda
x	x	x	x	x	x	x	x	République centrafricaine
x	x	x	x	x	x	x	x	Seychelles
—	x	x	x	x	x	x	x	Sierra Leone
x	x	x	x	x	x	x	x	Soudan
7	10	19	20	21	x	x	—	Tanzanie
—	—	—	—	—	x	x	x	Togo
x	x	x	x	x	54	76	154	Tunisie
x	x	—	—	—	—	—	—	Zaïre
x	x	x	x	79	—	—	—	Zambie
20	23	31	37	18	27	27	28	Zimbabwe
16 772	17 407	19 383	22 278	23 023	24 176	27 925	36 615	Asie et Océanie
11	x	x	x	x	x	x	x	Arabie Saoudite
3 080	3 138	2 960	3 739	3 234	3 104	4 529	8 497	Australie
x	x	x	—	x	x	x	x	Bahreïn
x	x	x	—	x	x	x	x	Bangladesh
—	—	—	—	—	—	—	—	Birmanie
x	x	x	x	x	x	x	x	Brunei
—	—	—	—	—	—	—	—	Cambodge
366	410	419	446	711	565	587	667	Chine
2 400	2 708	2 672	3 425	3 616	3 740	2 838	2 810	Chine, Hong Kong
146	188	172	542	1 234	760	725	819	Corée du Sud
26	x	x	x	x	x	72	75	Émirats arabes unis
179	128	122	169	247	129	145	144	Inde
1 472	1 579	2 013	2 027	2 118	2 412	2 524	3 725	Indonésie
—	—	—	—	—	x	x	x	Irak
x	—	—	—	x	x	x	x	Iran
x	4	x	x	x	456	228	207	Israël
2 739	2 676	2 985	3 268	3 853	5 664	7 033	9 203	Japon
x	x	x	x	x	x	x	x	Jordanie
199	246	238	234	235	231	228	x	Kazakhstan
108	128	x	x	x	x	x	x	Kirghizistan
—	—	—	—	—	—	—	—	Koweït
—	—	—	—	x	x	x	x	Liban
96	-46	163	239	220	485	605	625	Malaisie
x	x	x	x	x	x	x	x	Mongolie
—	—	x	x	x	x	x	x	Myanmar
—	—	—	—	—	—	—	—	Népal
1 446	1 452	1 936	1 879	1 533	743	823	1 059	Nouvelle-Zélande
211	x	364	499	270	270	266	264	Papouasie–Nouvelle-Guinée
342	609	553	389	266	394	409	374	Philippines
2 342	2 213	2 765	3 014	2 950	3 174	4 492	5 100	Singapour
252	248	253	323	271	331	362	444	Taiwan
x	x	x	x	x	x	x	x	Tajikistan
354	538	x	587	642	984	1 106	1 122	Thaïlande
x	x	x	x	x	x	x	x	Viêt Nam
161 237	181 238	218 607	262 909	290 730	353 150	389 660	431 819	Tous les pays

Investissements étrangers selon la Loi sur Investissement Canada

Sur la totalité des investissements étrangers faits au Canada dans des acquisitions d'entreprises, Investissement Canada évalue à 5 500,9 M\$ ceux qui ont été enregistrés au Québec en 2002, dont 4 343,9 M\$ par les États-Unis.

Quant aux investissements étrangers dans des nouvelles entreprises au Québec, ils s'élèvent à 261,3 M\$.

Tableau 4.1

Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2002

Pays d'origine	Terre-Neuve-et-Labrador		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec		Ontario	
	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$
Allemagne	—	—	—	—	1	x	—	—	1	x	6	262 491
Antilles néerlandaises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Australie	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	1	x
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	—	—
Bahreïn	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	—	—
Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	2	x	2	x
Bermudes	—	—	—	—	1	x	—	—	—	—	1	x
Brésil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Chine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Chine, Hong Kong	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corée du Sud	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Danemark	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	x
Écosse	1	x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis	—	—	—	—	2	x	3	x	38	4 343 872	154	6 771 727
Finlande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	x
France	—	—	—	—	—	—	—	—	9	81 024	4	105 915
Grèce	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	—	—
Îles Caïmans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Îles de la Manche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Vierges britan.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Irlande	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	3	x
Israël	—	—	—	—	—	—	—	—	3	x	2	x
Italie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	76 609
Japon	—	—	—	—	1	x	—	—	—	—	3	x
Liban	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	3	x	—	—	1	x	2	x
Norvège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	9	203 589
République tchèque	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Royaume-Uni	—	—	—	—	1	x	—	—	5	31 785	22	1 042 322
Singapour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Suède	—	—	—	—	1	x	—	—	—	—	4	61 486
Suisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	46 585
Taiïwan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Yémen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1	x	—	—	10	168 860	3	x	65	5 500 919	236	9 122 546

Source : Industrie Canada.

Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique		Yukon		Territoires du Nord-O.		Nunavut		Pays d'origine
n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	
–	–	1	x	1	x	1	x	–	–	–	–	–	–	Allemagne
–	–	–	–	2	x	–	–	–	–	–	–	–	–	Antilles néerlandaises
–	–	–	–	2	x	–	–	–	–	–	–	–	–	Australie
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Autriche
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Bahreïn
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Belgique
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Bermudes
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Brésil
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Chine
–	–	1	x	6	29 867	1	x	–	–	–	–	–	–	Chine, Hong Kong
–	–	–	–	1	x	–	–	–	–	–	–	–	–	Corée du Sud
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Danemark
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Écosse
6 497 684		4 74 175		47 11 004 280		24 15 931 018		–	–	–	–	1	x	États-Unis
–	–	–	–	–	–	1	x	–	–	–	–	–	–	Finlande
1	x	–	–	2	x	9	7 216	–	–	–	–	–	–	France
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Grèce
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Îles Caïmans
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Îles de la Manche
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Îles Vierges britan.
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Inde
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Irlande
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Israël
1	x	–	–	–	–	1	x	–	–	–	–	–	–	Italie
–	–	–	–	–	–	3	x	–	–	–	–	–	–	Japon
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Liban
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Luxembourg
–	–	–	–	–	–	2	x	–	–	–	–	–	–	Norvège
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Nouvelle-Zélande
–	–	–	–	–	–	2	x	–	–	–	–	–	–	Pays-Bas
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	République tchèque
–	–	1	x	2	x	1	x	–	–	–	–	–	–	Royaume-Uni
–	–	–	–	–	–	1	x	–	–	–	–	–	–	Singapour
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Suède
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Suisse
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Taïwan
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	Yémen
8 531 884		7 296 595		63 11 081 075		46 16 247 618		–	–	–	–	1	x	Total

Tableau 4.2

Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2002

Pays d'origine	Terre-Neuve-et-Labrador		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec		Ontario	
	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$
Allemagne	—	—	—	—	2	x	—	—	—	—	2	x
Antilles néerlandaises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Australie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	x
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bahreïn	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bermudes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Brésil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine	1	x	—	—	—	—	—	—	—	—	2	x
Chine, Hong Kong	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	x
Corée du Sud	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Danemark	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	x
Écosse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis	—	—	—	—	2	x	—	—	4	8 750	17	329 050
Finlande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1 750	1	x
Grèce	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Caïmans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Îles de la Manche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Vierges britan.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Inde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Irlande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Israël	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	1	x	—	—	—	—	—	—	2	x	—	—
Japon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1 000
Liban	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Norvège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	3	x
République tchèque	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1 750
Singapour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suisse	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x	2	x
Taïwan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Yémen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	x
Total	2	x	—	—	4	1 750	—	—	13	261 250	48	455 050

Source : Industrie Canada.

Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique		Yukon		Territoires du Nord-O.		Nunavut		Pays d'origine
n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	n	k\$	
-	-	-	-	-	-	1	x	1	x	-	-	-	-	Allemagne
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Antilles néerlandaises
-	-	-	-	-	-	2	x	-	-	-	-	-	-	Australie
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Autriche
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Bahreïn
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Belgique
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Bermudes
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Brésil
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Chine
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Chine, Hong Kong
-	-	-	-	-	-	2	x	-	-	-	-	-	-	Corée du Sud
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Danemark
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Écosse
-	-	-	-	3	x	4	36 250	-	-	-	-	-	-	États-Unis
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Finlande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	France
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Grèce
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles Caïmans
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles de la Manche
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles Vierges britan.
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Inde
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Irlande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Israël
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Italie
-	-	-	-	-	-	3	x	-	-	-	-	-	-	Japon
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Liban
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Luxembourg
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Norvège
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Nouvelle-Zélande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Pays-Bas
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	République tchèque
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Royaume-Uni
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Singapour
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Suède
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Suisse
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Taiwan
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Yémen
-	-	-	-	3	x	15	51 500	1	x	-	-	-	-	Total

5.1 Enquête sur les investissements privés et publics¹

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des renseignements importants sur l'état de l'économie en général et de ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses intérieures totales, l'envergure et la teneur des dépenses en capital donnent une bonne idée de ce que prévoient les dirigeants en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

Les dépenses en immobilisations portent sur les dépenses brutes, sans déduction de la valeur des biens inutilisés ou cédés en échange de biens nouveaux. Elles comprennent uniquement les acquisitions de nouveaux biens, à l'exclusion des cessions de droits de propriétés existantes.

Toutes les données sont estimées en dollars courants.

Les données proviennent de l'*Enquête sur les immobilisations* menée par Statistique Canada (SC), avec la participation de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) en ce qui concerne la collecte des renseignements sur les immobilisations des administrations publiques provinciales et locales.

Les notes méthodologiques présentées ici se divisent en deux parties :

- la **première partie** donne les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données;
- la **deuxième partie**, intitulée « Enquête de Statistique Canada sur les immobilisations », fournit diverses remarques tirées des notes méthodologiques¹ produites par Statistique Canada. La section « Concepts » traite de la classification des industries et de la comparabilité. La section « Sources » décrit les sources des données, résultant d'une enquête ou

non, et le mode de collecte des données. La section « Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données, pendant et après la collecte. Enfin, la section « Méthode » expose la définition de la base de sondage, la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié et la sélection des unités. On trouvera aussi, dans la même section, le traitement des données aberrantes, les procédés d'imputation et d'estimation, ainsi que des remarques sur la confidentialité et l'erreur d'échantillonnage.

Définitions

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées des coûts d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant, par exemple, à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi compris dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et elles comprennent les subventions reçues, le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises), ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations des ministères fédéraux concernent les frais acquittés par ces derniers, peu importe les ministères ayant octroyé les contrats. Les dépenses des ministères provinciaux comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisés au Canada et financés par un fonds

1. Sources : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*. Institut de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics. Québec et ses régions, perspectives révisées*.

renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des usines, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipement dont l'achat est imputé aux comptes courants.

Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement **d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile** dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent, en outre, les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou d'« autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme travaux de génie.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit, protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire, destiné à rester à un endroit donné durant une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires à leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant, par exemple, à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou aux ascenseurs. Ainsi, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble de bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Des **travaux de génie** servent directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Ils peuvent aussi inclure des structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport lui-même. Les structures autoportantes, érigées pour la transmission de signaux électriques, peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais de travaux de génie. Sont aussi inclus dans ces travaux les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent une analyse spéciale. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activité sur le terrain et des frais généraux qui entrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises de gaz naturel et de pétrole au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel entrent aussi dans cette catégorie. Pour ce qui est des entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production, ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** n'entre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il y est inclus en raison de sa part relative importante dans les dépenses en construction, et parce qu'il présente des fluctuations similaires à celles des dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement, et qui emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour

accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations, entrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage, représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels que : automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

Les dépenses en matériel et en outillage comprennent également le coût de tout autre matériel ou outillage qui n'est pas déjà déclaré comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux, ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie sont comptabilisés dans l'année en cause. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente d'éléments d'actifs immobilisés, ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et en contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'ICCA recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

Enquête de Statistique Canada sur les immobilisations

Concepts

Systèmes de classification

Dans l'*Enquête sur les dépenses en immobilisations*, l'**établissement** sert d'unité statistique principale. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production, le coût des matériaux utilisés, ainsi que le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production, et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires au calcul de la valeur ajoutée.

Le terme « établissement » fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on a utilisé, jusqu'en 1990, la *Classification des activités économiques de 1970* (CAE70), à compter de 1991, la *Classification type des industries de 1980* (CTI80) et, depuis 2000, le *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord* (SCIAN). Ce sont essentiellement des systèmes de classification d'établissements qui permettent l'obtention de statistiques de production. Les établissements y sont regroupés selon la production de biens ou de services homogènes, ou selon leur participation à une activité économique similaire.

Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements étudiés par la Division de l'investissement et du stock de capital (DISC) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la

comptabilité nationale des revenus et des dépenses, à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent notamment des déductions pour les constructions servant au réoutillage, les ventes nettes d'avions et de véhicules automobiles usagés, le matériel mis au rebut ou à récupérer, et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations, publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI), ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici, du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la publication de la DISC diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCAN) et par la Division de l'industrie de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée, du fait que la Division de l'industrie de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et des locations de terre. Dans le secteur non traditionnel, la Division de l'industrie inclut aussi les acquisitions de logement. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division de l'industrie incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital », au sens de la comptabilité nationale, et elles ne sont pas comptées dans la publication. Ensuite, RNCAN et la Division de l'industrie recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » à l'échelle nationale, tandis que la DISC le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division de l'industrie recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCAN et à la DISC.

L'*Enquête sur les dépenses en immobilisations* respecte autant que possible les recommandations de l'ICCA. Cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont déclarés par le bailleur dans l'*Enquête sur les*

dépenses en immobilisations, même si l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

Sources

Données provenant d'enquêtes

La majorité des secteurs industriels pour lesquels des données sur les investissements sont présentées sont étudiés par Statistique Canada.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses inhérentes à l'exercice financier de 12 mois dont le dernier jour se situe entre le 1^{er} avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

La base de sondage de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisations* est principalement formée du Registre des entreprises (RE) élaboré par Statistique Canada. Le registre est utilisé pour un grand nombre d'enquêtes dont les responsables ne manquent pas de lui retourner de l'information pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises sont incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On trouve, dans le RE, les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : entreprise – compagnie – établissement – emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune comprendre plusieurs établissements, qui peuvent à leur tour comporter plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible relativement à chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, une entreprise doit pouvoir fournir au RE les salaires et le taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Pour les besoins de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisations*, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, car c'est celle qui correspond le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données sur les investissements.

La limite inférieure déterminant les unités dans le champ de l'enquête est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000 \$ à 250 000 \$, selon la taille des unités

qui composent l'industrie. En gros, la limite est calculée de telle sorte qu'un maximum de 5 % du revenu total du secteur industriel devient hors champ.

Données estimées sans enquête

Des estimations sans enquête sont produites pour établir les prévisions de dépenses d'investissement du sous-secteur de l'**agriculture** (111); elles sont fondées sur trois groupes d'indicateurs. Premièrement, les prévisions d'Agriculture Canada sur le revenu agricole net sont utilisées dans un modèle de simulation des dépenses en immobilisations. Deuxièmement, les prévisions de l'Institut canadien de l'équipement agricole et industriel servent à l'estimation des dépenses en matériel et en outillage agricoles. Enfin, les données de la Division de l'industrie et de la Division du commerce international de Statistique Canada sont colligées selon la méthode de la disponibilité intérieure apparente, conçue pour estimer la consommation d'outillage agricole au Canada. Ces trois indicateurs sont alors combinés pour produire une estimation finale de la tendance des dépenses en immobilisations de ce sous-secteur. Le sous-secteur 115, soit les activités de soutien à l'agriculture, ne fait pas l'objet d'une estimation dans la série des dépenses en immobilisations.

La valeur des dépenses en immobilisations du sous-secteur de la **pêche** (114), pour toutes les périodes d'enquête, est fondée sur la modélisation statistique des données obtenues de Pêches et Océans Canada et de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada. Toutefois, les services relatifs à la pêche ne sont pas couverts par ces sources et ils ne font pas l'objet d'estimations dans la série des dépenses en immobilisations.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations du secteur de la **construction** (secteur 23), pour toutes les périodes d'enquête, est basée sur la tendance observée dans le domaine du bâtiment, dans l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur des mises en chantier, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans le secteur non résidentiel, constitue un indice fiable de la demande dans le domaine du bâtiment, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Cependant, les services relatifs à la construction ne sont pas visés par l'*Enquête sur les dépenses en immobilisations* et ils ne font pas partie des estimations de la série.

Les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et ils sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures, qui seront remises aux municipalités une fois achevées, est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

Mode de collecte des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la collecte des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement et du stock de capital. La Division de l'agriculture recueille des données sur les dépenses réelles et réelles provisoires en immobilisations à l'aide de l'*Enquête financière sur les fermes* et de l'*Enquête sur les cultures*. La Division des institutions publiques accélère le processus en fournissant les données de son enquête sur les dépenses en immobilisations des administrations locales, tandis que la Division de l'industrie apporte des données sur les petites entreprises en se fondant sur l'*Enquête sur les dépenses nettes de l'industrie pétrolière et du gaz naturel*. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement et du stock de capital).

La série des dépenses en immobilisations comprend aussi des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, les données rassemblées par chaque organisme statistique provincial ou territorial dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de l'administration publique sont incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Le secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada organise la collecte de données provenant des grands établissements des secteurs pétroliers et du gaz naturel; ces données complètent celles de l'enquête effectuée par la Division de l'industrie de Statistique Canada auprès des petits établissements actifs dans ces secteurs. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis à l'échelle provinciale par les ministères provinciaux de l'Énergie, des Mines et des Richesses naturelles.

5.2 CALURA²

Champ d'observation et recherche

Les sociétés étudiées sont surtout celles qui doivent présenter des renseignements sur leur appartenance en vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales. La Loi, modifiée le 1^{er} janvier 1999, s'applique à toute société exerçant une entreprise au Canada ou constituée en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, dont le revenu brut pour la période de rapport excédait 15 millions de dollars, ou l'actif excédait 10 millions de dollars. Dans ces montants, chaque société doit inclure les actifs et les ventes de ses filiales, conformément à la Loi. En outre, les sociétés ayant un actif et des ventes inférieures à ces montants, mais dont les créances à long terme ou les actions détenues directement ou indirectement par des non-résidents excédaient une valeur comptable de 200 000 \$, doivent aussi fournir des renseignements relatifs à leur propriété.

Les publications financières et les répertoires internationaux sont dépouillés pour trouver les propriétaires véritables. En outre, les déclarations des personnes morales sont parfois insuffisantes pour regrouper en une seule entreprise des sociétés canadiennes ayant des liens de parenté, dans la mesure où les sociétés sont tenues d'indiquer seulement leur société mère immédiate à l'étranger. Dans de nombreux cas, une liaison a été établie avec une société mère suprême dans un (ou deux) pays autre que le « pays de contrôle » déclaré. Ces recherches permettent de déterminer avec plus d'exactitude le pays qui a le contrôle des entreprises et elles fournissent une meilleure perspective quant aux entreprises internationales.

Aux termes de la Loi, les sociétés ne sont pas tenues de déclarer le nom des particuliers ou des sociétés qui possèdent moins de 10 % d'actions de n'importe quelle classe. Dans certains cas où l'appartenance a joué un rôle important en révélant une structure d'entreprise plus étendue ou en déterminant le contrôle d'une société, les données sur les actions détenues par des particuliers ou sur les avoirs de moins de 10 % de sociétés ont été intégrées aux renseignements sur les liens de parenté entre sociétés.

Contrôle d'une société

Le contrôle d'une société permet d'influer sur le processus de prise de décisions stratégiques par le conseil d'administration de cette société.

Une personne, un groupe ou une société exerce un contrôle direct si plus de 50 % des actions à droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sécurité, par ou au bénéfice de cette personne, groupe ou société.

Lorsqu'il existe des options irrévocables ou des droits d'achat d'actions, on traite les actions à droit de vote comme si ces options avaient été exercées. Dans ce cas, on assigne un contrôle direct.

Le contrôle effectif d'une société suppose le contrôle d'une société par des méthodes autres que la propriété de la majorité des actions à droit de vote. Dans la base de données et la publication, on appelle ce contrôle effectif « contrôle assigné ». On peut assigner un contrôle effectif à une société dans les cas suivants :

- Si plus de 50 % des directeurs d'une société sont également directeurs d'une fiducie ou d'une succession, ou sont membres d'un groupe conjoint, la société est contrôlée effectivement par la fiducie, la succession ou le groupe conjoint².
- Si plus de 50 % des directeurs d'une société sont également directeurs d'une autre société et s'il existe une relation importante de propriété des actions à droit de vote entre les sociétés, la société est effectivement contrôlée par cette autre société.
- Si une société détient plus de 33 % des actions à droit de vote d'une autre société, et si ce bloc d'actions est plus grand que le pourcentage combiné des deux plus grands blocs suivants, la société est effectivement contrôlée par cette autre société.
- Si une société reconnaît qu'elle est contrôlée, cette déclaration est suffisante pour permettre d'assigner le contrôle.

Il faut noter qu'il existe de nombreuses formes de contrôle qui ne sont pas prises en compte. Par exemple, les contrats de vente et les accords de concession et de mise en marché peuvent servir à contrôler effectivement une corporation.

2. Source : Statistique Canada, cédérom (61-517 XCB).

Enfin, il faut employer le terme « contrôle » avec prudence. Souvent, même lorsqu'il y a contrôle, les sociétés peuvent conserver une marge d'autonomie considérable en matière de finance, de mise en marché ou d'exploitation. Le contrôle représente avant tout un pouvoir potentiel, exercé dans le cadre de structures industrielles caractérisées par une grande variété de méthodes de gestion.

Entreprise

Dans le fichier CALURA, une entreprise est un groupe de sociétés sous contrôle d'une seule société, que l'on appelle tête d'entreprise. Celle-ci peut être un individu, une société, un groupe ou un gouvernement. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comporte une ou plusieurs filiales. Une société qui n'est pas contrôlée par une autre, et qui n'en contrôle pas d'autres, est une entreprise à société unique.

Pays de contrôle

Statistique Canada attribue un « pays de contrôle » à chaque société étudiée. Ce renseignement constitue le fondement de l'analyse de l'étendue et de l'incidence du contrôle étranger au sein de l'économie canadienne, en vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales.

De manière générale, on dit qu'une société est sous contrôle étranger quand la majorité de ses droits de vote sont détenus à l'étranger, ou appartiennent à une ou plusieurs sociétés canadiennes elles-mêmes sous contrôle étranger. Dans le cas des entreprises à sociétés multiples, on commence par établir le « pays de contrôle » de la tête d'entreprise ou de la société mère, que l'on attribue ensuite à chaque filiale de l'entreprise. Si la tête d'entreprise est une société établie au Canada, on attribue son contrôle au pays où la majorité des droits de vote est détenue par des particuliers ou des sociétés. Dans les cas où plus de 50 % des droits de vote sont répartis entre des actionnaires indépendants résidant dans plus d'un pays étranger, on assigne le contrôle au pays étranger qui a le plus important bloc d'actions à droit de vote. Une société mère dont les droits de vote sont détenus également par une société sous contrôle étranger et une société sous contrôle canadien reçoit un code de contrôle étranger.

La stricte observation des conventions précédentes peut conduire au reclassement d'une société à la suite de petites transactions d'actions, lorsque les droits de vote en circulation appartiennent à des non-résidents dans une proportion de près de 50 %. Pour éviter cela, on ne change le « pays de contrôle » d'une société mère que lorsque les changements de propriété des actions à droit de vote de cette société mère sont importants, ou qu'ils semblent modifier la possibilité de contrôler effectivement la gestion d'une société.

Dans la plupart des cas de contrôle étranger, on détermine le « pays de contrôle » en remontant jusqu'à la première société mère qui se situe dans un pays étranger. Cependant, on découvre parfois que la première société mère étrangère est elle-même contrôlée par une autre société d'un autre pays. On attribue alors le contrôle au pays de la société qui est propriétaire suprême.

Cette base de données des liens de parenté entre sociétés fournit aux analystes d'entreprises et aux analystes financiers toute une variété de renseignements sur les liens de parenté qui existent entre les grandes sociétés canadiennes. Compte tenu des fractionnements d'actions, des fusions, des prises de contrôle, des séparations et des dessaisissements qui se produisent tous les jours, la structure des liens de parenté entre les sociétés canadiennes est en perpétuelle évolution. La base de données permet aux utilisateurs de suivre l'évolution de ces filiations entre sociétés.

La base de données est émise aux trois mois et elle comporte des renseignements à jour sur toutes les grandes restructurations d'entreprises qui se sont produites jusqu'au milieu du trimestre considéré. Plus de 2 000 changements importants sont enregistrés chaque trimestre.

5.3 Démarche méthodologique de l'ISQ

Les données de base de ce rapport proviennent de l'*Enquête sur les investissements privés et publics* menée conjointement par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, en 2002.

La première étape consiste à décoder les investissements privés et publics au Québec, à les regrouper et à leur imputer un code CTI, puisqu'ils sont soumis à la classification SCIAN, tandis que la base de données CALURA utilise la classification CTI.

À la deuxième étape, nous identifions chaque établissement dans la banque de données CALURA et, par la suite, nous cherchons les liens de parenté de ces établissements. L'appariement doit se faire établissement par établissement, puisque le nom des établissements et des sociétés dans l'échantillon de l'enquête et dans la banque de données diffère souvent (ex. : Alcan, ou La société ALCAN, ou Alcan ltée, ou Alcan ltd, ou Alcan inc.).

À l'étape suivante, nous cherchons une concordance entre le nom et le code CTI obtenu par l'enquête IPP, et le nom et le code CTI de l'établissement dans CALURA. Une fois que la concordance est établie, nous cherchons le pays ayant le contrôle de l'établissement.

Distinction entre les concepts

Investissement Canada

- Rassemble les projets présentés conformément à la Loi.
- Enregistre les investissements des deux premières années.
- Attribue l'investissement à la province où il y a le plus d'employés.
- Enregistre un ou plusieurs projets d'investissement pour le même projet.
- Inclut les projets reportés ou abandonnés.
- Exclut les agrandissements et les rénovations.
- Inclut les biens nouveaux et usagés.

Enquête sur les investissements privés et publics

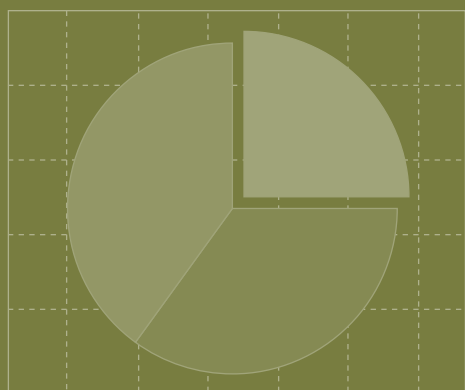
- Enquête par échantillon.
- Enregistre un an sur la base de l'année civile.
- Enquête propre au Québec.
- Enregistre l'investissement prévu.
- Les données sont révisées quatre fois.
- Inclut les agrandissements et les rénovations.
- Présente les biens nouveaux seulement.

Bilan des investissements internationaux au Canada

- Données provenant des enquêtes sur la balance des paiements et des flux financiers.
- Comprend tous les instruments financiers négociables (actions, obligations et effets à court terme) représentant la valeur et la composition de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents.

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.



8

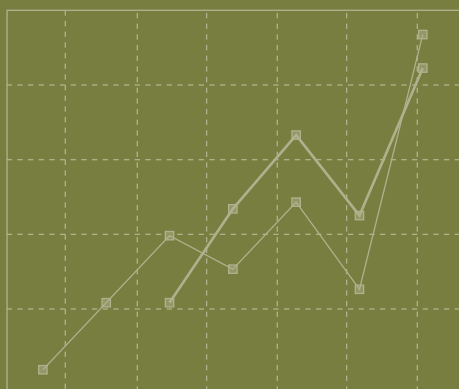
65

4

0

9

3



**Institut
de la statistique**

Québec

